

## Par Michel Rogalski, directeur de la revue *Recherches internationales*

[Les chroniques de recherches internationales](#), mai 2019.



Les élections européennes s'annoncent plus marquées qu'à l'habitude par une multitude de listes. Néanmoins cette « offre politique » variée ne fera pas déplacer massivement les électeurs qui continueront à les boudier. Considérées comme des élections de second rang, elles sont traditionnellement délaissées alors même que l'Union européenne est fréquemment dénoncée comme la source de nombreuses contraintes. Organisées à la proportionnelle à un tour, la notion de vote utile est peu prégnante même si l'élection du président de la Commission européenne peut en dépendre.

Tout a été fait depuis longtemps pour diffuser, mais grand succès, le sentiment européen et faire ainsi croire qu'il s'agissait d'un super État, mais que telle une bicyclette il ne devait jamais s'arrêter d'avancer sauf à tomber. Harmoniser et intégrer furent les maîtres-mots quand bien même selon Jacques Delors il ne fallait pas hésiter à avancer masqué. Mais on n'a jamais su vers quoi. Tous les attributs étatiques furent mis en œuvre : drapeau, hymne, siège vendu comme capitale, monnaie unique, Parlement, Exécutif, Tribunaux, ...). Cela fait une somme statistique agrégée non-négligeable, mais cela reste une énorme structure interétatique peu lisible et appuyée sur un grand marché dont les entités rentrent en concurrence et s'affrontent sur des marchés tiers.

Il ne faut donc pas s'étonner que les élections d'un Parlement européen dépourvu du pouvoir d'élaboration législative jouent essentiellement dans les pays membres un rôle de marqueur idéologique reflétant des rapports de force qui permettront de s'affirmer à l'occasion

d'élections nationales futures. Bref, on se compte pour le tour suivant en « nationalisant » l'enjeu des élections quitte à délaissier l'objet principal de la consultation. L'Union européenne paie là la rançon de ses travers non-démocratiques, de son côté distant et opaque et surtout du peu de cas qu'elle témoigne de l'opinion des électeurs. On sait maintenant que quand on vote mal, il faut recommencer. Les Français, les Hollandais et les Islandais en ont fait l'amère expérience. Quant aux Grecs, Jean-Claude Juncker leur a expliqué qu'il n'y avait pas de démocratie contre les Traités votés. Les Britanniques commencent à comprendre qu'ils n'auront le choix qu'entre un faux-Brexit ou un nouveau vote. Si on ajoute à cela les promesses réitérées mais jamais tenues d'Europe sociale ou d'Europe qui protège contre la mondialisation, on comprend mieux la méfiance instinctive contre cette institution si longtemps présentée comme solution et désormais perçue comme problème.

Il n'en reste pas moins qu'environ la moitié des électeurs mobilisés pour la dernière présidentielle s'exprimera. La défection sera plus forte chez les jeunes. À part l'abstention massive mais passive qu'il serait hasardeux d'interpréter, la campagne, très lente à démarrer témoigne d'un éventail de postures, certains partis empruntant à plusieurs à la fois.

- La première posture consiste à proposer la sortie de l'Union européenne considérant que toutes les critiques qui lui sont adressées sont sans appel. Il s'agirait d'organiser un Frexit à l'image de ce qui s'est passé au Royaume-Uni. Les modalités sont rarement précisées. Certains veulent la compléter par une sortie de l'OTAN et contester l'orientation trop « occidentale » de la diplomatie française. Jusqu'à présent cette approche, portée par des leaders peu connus ou jugés peu fiables n'a rencontré qu'un faible écho. On aurait néanmoins tort de considérer comme négligeable cette posture pour au moins deux raisons. D'abord, parce qu'il existe un large écart entre l'adhésion à ces listes et les réponses apportées à des sondages répétés sur la sortie de l'Union européenne. Comme si cette démarche manquait d'un porte-parole crédible capable de remplir l'espace en jachère probablement nourri aujourd'hui par la forte abstention. Ensuite, parce que cette position ne pourrait s'incarner qu'à travers une procédure référendaire dont on sait, que lorsqu'elle a été testée, elle a toujours désavoué l'Europe.

- La deuxième posture ne s'inscrit pas dans une démarche anti-européenne mais part de

l'idée que le rapport à l'Europe est essentiel pour assurer la crédibilité de la mise en œuvre d'un programme national. De ce point de vue, il est admis tout à la fois que l'empilement des Traités européens constitue un carcan sur lequel tout programme de gauche échouera et qu'il n'y aura pas de « grand soir » européen permettant à une « autre Europe » d'émerger rapidement. Bref, l'Europe telle qu'elle devenue constituerait un verrou s'opposant à tout changement social d'ampleur. Comment ne pas répéter les expériences passées de la gauche, celle d'un Mitterrand cédant au bout de deux ans, d'un Jospin en trois semaines et d'un Hollande en deux jours aux injonctions de Bruxelles ? Il faut vite renégocier les Traités. Mais le verrouillage institutionnel laisse peu d'espoir. La seule chose qui effraierait Bruxelles serait la crainte d'un départ. Négocier en brandissant la menace d'une sortie n'est crédible que si l'on peut persuader le partenaire qu'on est prêt à la mettre en œuvre. Or cela n'appartient pas au logiciel de départ. Cette approche n'est pas celle d'une sortie, mais d'une Europe permissive d'une aspiration des peuples et pouvant même l'accompagner. Il ne reste alors que la voie d'une préparation à la résistance, au bras de fer et à la désobéissance et au refus d'appliquer les injonctions de Bruxelles. La campagne est un moment de s'y préparer.

- La troisième posture est devenue un boulevard sur lequel tout le monde se bouscule. L'Union européenne devenue tellement impopulaire, il convient de dire qu'on veut la refonder. Certains de façon plus homéopathique que d'autres. Cela n'engage peu puisque c'est l'optique d'un temps long qui est privilégiée. L'effort intellectuel et imaginaire reste d'autant plus faible que l'exercice se contente bien souvent de décliner au niveau européen les options nationales privilégiées de longue date, considérant en quelque sorte que l'Union européenne s'apparente à un pays déjà constitué, ce qui évite de poser la question du rapport de chaque État-membre à l'institution. L'espoir est de peser à travers des alliances opérées au sein du Parlement pour influencer ses décisions, voire pour les plus rétifs aux orientations de l'Union européenne, de prendre appui sur des États qui sont les plus hostiles à Bruxelles, ceux-ci n'étant plus seulement installés dans l'Est de l'Europe.
- La quatrième posture consiste à défendre bec et ongles la construction européenne telle qu'elle se fait, tout simplement parce qu'elle est devenue une magnifique mécanique au service de tous ceux qui se retrouvent à l'aise dans les politiques libérales qu'elle promet. Certains vont même jusqu'à lui proclamer leur amour ou souhaiter un saut fédéraliste. Ils

apprécient en réalité sa capacité à réduire l'amplitude du balancier politique en imposant aux pays-membres de rester dans le « cercle de la raison ». C'est une assurance tous risques contre le changement social. C'est le plafond de verre dont les bourgeoisies ne pouvaient que rêver. Elles ont trouvé dans cette Europe leur marqueur identitaire et ne veulent surtout pas en changer. On comprend que cette approche sera privilégiée par les gagnants du libéralisme mondialisé dont la construction européenne constitue la réalisation la plus avancée.

- La cinquième approche consiste à « nationaliser » le débat en le transformant en referendum contre les pouvoirs en place. La nature à l'Union et son rapport à celle-ci s'escamotent pour laisser place à des affrontement plus traditionnels permettant de minorer l'eupéanisation de la vie politique lourde de clivages nouveaux difficiles à maîtriser. L'inclinaison gagne la plupart des partis, même ceux qui ont le plus peaufiné leur programme européen. C'est à qui arrivera en tête ou s'imposera dans son camp. Ce qui se joue c'est la suite. Il est d'autant plus difficile d'échapper à une telle aimantation que ces élections se déroulent à mi-mandat et évoquent des « mid-terms » à l'américaine qui sont devenues l'occasion de mesurer le rapport des forces.

Chaque liste émergera à plusieurs postures à la fois. Pour l'essentiel les clivages dessinés à l'occasion du referendum de 2005 sur la Constitution européenne hantent toujours les esprits et structurent les attitudes même si depuis lors de nouveaux événements sont apparus : l'échec de l'euro à faire converger les économies, à accélérer l'intégration et à rendre la zone prospère ; l'empilement de Traités ligotant de plus en plus les marges de manœuvre et imposant des politiques d'austérité ; une crise migratoire dévoilant l'impossibilité de dégager une attitude commune tant les perceptions sur le sujet étaient divergentes ; enfin l'attitude de Bruxelles vis-à-vis de la Grèce ou du Brexit révélant du peu de cas du choix des peuples et leur signifiant le prix à payer pour tout écart insupportable. Faut-il s'étonner dès lors que certains pays adhèrent à des modèles de démocratie illibérale si le seul visage alternatif reste celui d'un libéralisme autoritaire ?

On ne peut se résigner à un tel choix portés par ceux qui se désignent frauduleusement comme « nationalistes » ou « progressistes ».